

Les divergences entre Chinois et Soviétiques

Depuis plusieurs semaines, voire des mois, se déroule ouvertement une polémique entre les dirigeants soviétiques et les dirigeants chinois. Elle avait commencé avant la rupture de la Conférence au sommet. Elle s'est poursuivie depuis cet échec. Elle se déroule sous des formes dont nous parlerons plus loin entre journaux soviétiques et journaux chinois. Elle a eu lieu quasi ouvertement au Conseil général de la Fédération Syndicale Mondiale qui a tenu récemment une session à Pékin. Elle s'est également produite devant les délégués au 3^e Congrès du P. C. roumain à Bucarest. Il est peu probable que la controverse s'éteindra rapidement, car les questions qui y sont discutées ne sont pas du tout secondaires, et c'est certainement contraints et forcés que les dirigeants de Moscou et de Pékin s'envoient ouvertement des arguments sur des questions qu'ils n'ont pas pu trancher à huis clos.

On a écrit que la volte-face de Khrouchtchev à la Conférence au sommet était due à la pression des Chinois. Celle-ci fut certainement un élément qui entra en ligne de cause, mais en fait les Chinois ne de-

Après cela, on se demande aussi ce que peut être de l'opportunisme dans le vocabulaire politique khrouchtchevien.

Le contenu politique du débat

Les divergences entre Chinois et Soviétiques portaient sur des questions où le 20^e Congrès avait donné un sérieux coup de barre à droite.

Les Chinois se sont montrés beaucoup moins à la remorque des bourgeoisies nationales des pays sous-développés que les Soviétiques ne voudraient voir les communistes de ces pays quand les gouvernants se déclarent neutralistes. On l'a vu notamment dans le cas de l'Inde.

Les Chinois ont montré une attitude plus nette en faveur de la révolution coloniale. L'exemple le plus clair est celui de l'Algérie, les Chinois ayant reconnu la G.P.R.A., le gouvernement soviétique ne l'ayant pas fait, et Khrouchtchev ayant même tenu des propos favorables à de Gaulle à ce sujet.

En ce qui concerne les « voies du socialisme », tandis que les Soviétiques mettent l'accent sur les voies pacifiques et orientent les partis communistes sur ces voies, les Chinois ont plutôt souligné la nécessité d'une lutte révolutionnaire. A Bucarest, comme dans la déclaration du 40^e anniversaire, la formulation est éclectique : il y a les voies pacifiques que peut suivre le mouvement ouvrier s'il est fort, et les voies révolutionnaires s'il se heurte à la résistance de la bourgeoisie. Les Chinois tirent la formule dans une direction, les Soviétiques dans l'autre.

Il en est un peu de même sur la principale question qui les a opposés, celle de la coexistence pacifique, celle de la guerre ou de la paix entre les Etats capitalistes et les Etats ouvriers.

Guerre et coexistence pacifique

Que la politique internationale des Etats ouvriers doive viser au maintien de la paix, à l'établissement de rapports diplomatiques, commerciaux, etc., avec les pays capitalistes, il ne peut y avoir de divergences à ce sujet ; c'est une malhonnêteté de Khrouchtchev que d'attribuer, aux anonymes qu'il combat, l'idée que le communisme aurait besoin de la guerre mondiale pour triompher universellement ; c'est une malhonnêteté qu'il a d'ailleurs prise dans l'arsenal réactionnaire le plus vétuste.

Mais la politique de « coexistence pa-

par Pierre FRANK

vaient pas être les seuls à mettre en cause la politique internationale de Khrouchtchev. En outre, d'autres craquements sont perceptibles dans le monde des partis communistes et des Etats ouvriers, comme l'atteste une récente déclaration de Gomulka. Mais les questions débattues entre Chinois et Soviétiques sont certainement de celles qui peuvent créer le plus de remous parmi les communistes du monde entier.

Avec ou sans citations de Lénine...

La résolution commune de Bucarest marque-t-elle la fin de la controverse ? Les dirigeants chinois et soviétiques ne sont pas sans savoir que leur polémique favorise les courants critiques et ils ont peut-être voulu trouver un *modus vivendi* entre eux. Mais cela ne dépend pas seulement de leur volonté. Les problèmes qu'ils ont discutés sont posés impérieusement par une situation que les mots seuls ne peuvent résoudre. Déjà en 1957 ils avaient voté une résolution commune pour le 40^e anniversaire d'Octobre et la discussion a quand même éclaté. Même, si, après Bucarest, on assiste à une atténuation ou à une disparition de la polémique, on peut être certain que les divergences réapparaîtront ; il n'est donc pas inutile de les évaluer correctement dès à présent.

Dans les interventions de l'équipe Khrouchtchev, on ne s'est pas embarrassé de logique dans l'attitude. Un jour, la presse soviétique mène la bataille en invoquant, à tort, « La maladie infantile du communisme » de Lénine. Quelques jours plus tard, à Bucarest, Khrouchtchev déclare qu'on ne peut pas trancher les questions au moyen de citations de Lénine et de Marx. Il a ainsi un argument pour celui qui veut des citations et un argument pour celui qui n'en veut pas. Le malheur pour Khrouchtchev, c'est que le livre invoqué l'était abusivement, et l'argumentation

sans citation ne valait pas grand chose.

« La maladie infantile du communisme », loin d'être un manuel sur la « coexistence pacifique », est tout entier consacré à traiter de la *meilleure tactique pour renverser le capitalisme* ; Lénine y combat des courants gauchistes qui, à l'époque, croyaient à la vertu de la seule propagande, répudiaient l'emploi de la tribune parlementaire et même niaient la valeur du mouvement syndical. Lénine y explique la nécessité de mener la guerre la plus acharnée contre le capitalisme en faisant les différences nécessaires entre les *compromis* qu'il préconisait et les *compromissions* des opportunistes qu'il dénonçait. Dans l'article de « Russie Soviétique » du 10 juin 1960 on peut lire la critique suivante du P.C. irakien :

« Cependant, tout en mobilisant les masses pour mener jusqu'à son terme la révolution démocratique bourgeoise et en renforçant ses liens avec diverses couches de la population et de la bourgeoisie nationale, le Parti a exigé, au printemps 1959, de participer au gouvernement. Cette exigence a été repoussée. La session plénière du Parti communiste irakien a critiqué fermement cette démarche comme une démarche gauchiste. » (Reproduit dans France nouvelle », n° 766, page 20).

Si demander à participer à un gouvernement bourgeois est du « gauchisme », que de mencheviks ont été gauchistes !